INTRA

Cas 1 : Société RESTAU

Vous êtes nommé chef de mission dans un cabinet d'expertise comptable et une mission d'évaluation de la société RESTAU vous a été confiée.

Votre client, la société FOOD, représentée par M. S, exploite actuellement, en location gérance, un commerce de restauration rapide dans une zone industrielle de la banlieue Casablancaise.

M. S a appris que le gérant de la société RESTAU souhaite prendre sa retraite et céder son restaurant. Cet établissement est situé à deux kilomètres de la société FOOD, dans l'un des plus anciens centres commerciaux. M. S est particulièrement intéressé par cette acquisition.

Il vous demande de lui présenter un dossier d'évaluation pour l'aider à prendre sa décision et pour négocier avec le vendeur.

Aujourd'hui 1^{er} mars N, vous disposer du bilan et du compte de produits et charges du dernier exercice comptable cloturé au 31 décembre N-1. Par ailleurs, divers renseignements figurent dans les annexes, notamment l'annexe 1 qui donne des informations issues de divers entretiens entre M. S, votre client, et l'expert-comptable du cabinet dans lequel vous venez d'être nommé.

TRAVAIL A FAIRE

- 1- Déterminer l'actif net comptable corrigé.
- 2- Déterminer la valeur substantielle brute.
- 3- Déterminer les capitaux permanents nécessaires à l'exploitation.
- 4- Evaluer l'entreprise sur la base d'une valeur de rendement.
- 5- Evaluer la société RESTAU en estimant le goodwill en fonction de l'actif net comptable
- 6- Evaluer la société RESTAU en estimant le goodwill en fonction de la valeur substantielle brute.
- 7- Evaluer la société RESTAU en estimant le goodwill en fonction des capitaux permanents nécessaires à l'exploitation.
- 8- Evaluer la société RESTAU en estimant le goodwill par la méthode des praticiens.
- 9- Quelle valeur d'achat conseillez-vous à M. S ? Peut-on lui conseiller d'acquérir la société RESTAU ?

Annexe 1- Renseignements sur la société RESTAU

M. B est gérant de la société RESTAU depuis quatre ans. La société FAST est propriétaire du fonds de commerce et des constructions et la société RESTAU est en location gérance.

Elle exploite le fonds et peut utiliser l'enseigne « FAST » pour son restaurant.

La société FAST est une société de franchisage. Le franchiseur fournit les approvisionnements, la marque « FAST », réalise les actions commerciales (publicité, promotion, opérations spécifiques comme des ventes de pin's, semaines particulières pour attirer la clientèle...). Il reçoit une redevance et procure une assistance à ses franchisés.

La société FOOD exploite actuellement la marque « FAST » pour son restaurant.

Les hommes

Le personnel en place dans le restaurant constitue une équipe très peu performante. Aucune direction n'assure le suivi de cette équipe. Les salariés s'auto gèrent et il en résulte un énorme gâchis qui se traduit par des vols importants de produit bruts non transformés et des erreurs de caisse importantes (100 000 AR par an). Le personnel est par ailleurs fortement syndiqué. Des grèves ne sont pas à exclure ainsi que des risques de violence. M. S dispose dans son restaurant actuel d'une équipe très motivée, prête à le suivre dans cette nouvelle expérience.

La finance

Le chiffre d'affaires actuel du restaurant « FAST » est satisfaisant et M. S pense qu'il pourra très rapidement l'augmenter fortement en améliorant la gestion. Les résultats sont également satisfaisants malgré la mauvaise gestion actuelle.

Le financement de la société RESTAU pourrait se faire grâce à la trésorerie existante d'une part, et à un emprunt auprès d'une banque d'autre part. M. S entretient d'excellentes relations avec son banquier. Deux prêts sont proposés :

- Prêt à moyen terme d'un montant de 1 400 000 AR à 6%;
- Crédit spot aux taux EURIBOR à trois mois plus 0,5%.

Monsieur S envisage de licencier une grande partie du personnel actuellement en place et de réembaucher (coût estimé : 50 000 AR). La mise en conformité du matériel lui coûtera vraisemblablement 500 000 AR.

Le marché

Le restaurant (restauration rapide) est implanté dans l'un des plus anciens centres commerciaux. La clientèle existe. Un concurrent direct ouvrira un restaurant dans six mois, à 100 mètres de là. Un nouveau centre commercial doit être créé d'ici huit ans, à quelques kilomètres du centre actuel.

Le management

Beaucoup de violations du droit de travail sont commises actuellement dans la société RESTAU. M. S propose à trois de ses meilleurs collaborateurs de l'aider dans cette mission difficile.

Il choisit de garder cette éventuelle acquisition secrète pour créer un effet de surprise lors du rachat.

• L'outil de production

L'équipement parait en mauvais état de fonctionnement. Une remise à niveau s'impose.

Annexe 2- Informations diverses

L'expert-comptable, en collaboration avec Monsieur S, a prévu que la rente de goodwill devrait s'accroître de :

- 11,2% au cours de l'année N;
- 10% au cours de l'année N+1;
- 5% par an au cours des années suivantes.

La durée de vie d'un restaurant de ce type est estimée à 16 ans. Le coût du capital de l'entreprise est de 10%. Le taux de rémunération des capitaux est estimé à 10,5%. Le besoin en fonds de roulement prévisionnel est estimé à 20 jours de chiffre d'affaires hors taxes.

On retiendra un taux d'IS de 30%.

Monsieur S a estimé que les installations techniques de la société RESTAU ont une valeur vénale qui représente 90% de leur valeur brute. De même les agencements ont une valeur vénale qui représente 60% de la valeur brute.

Un bien est actuellement loué. Sa valeur d'utilisation est de 52 000 AR.

La société RESTAU envisage de distribuer sur le résultat de N-1, 16 000 AR de dividendes.

Les charges financières à court terme, figurant dans le compte de produits et charges au 31 décembre N-1 s'élèvent à 5 000 AR.

La totalité des provisions réglementées comportent un impôt latent. Les provisions pour risques et charges correspondent à un risque certain.

Annexe 3- Bilans de la société RESTAU

BILAN ACTIF	Exercice clos le 31/12/N-1			31/12/N-2
	Brut	Amt. & Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations corporelles				
Inst. tech. , mat. et out. industriels	630 915	361 470	269 445	337 111
Agencements, aménagements	465 542	238 138	227 404	241 552
Matériel de transport	77 484	13 225	64 259	23 334
Matériel et mobilier de bureau	497 666	239 086	258 580	299 137
Immobilisations financières				
Dépôts et cautionnements	35 536		35 536	35 536
TOTAL (I)	1 707 143	851 919	855 224	936 670
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Stocks	48 199		48 199	92 263
Créances				
Clients et comptes rattachés	17 408	14 066	3 342	2 042
Personnel et organismes sociaux	17 486		17 486	19 833
État et TVA	288 221		288 221	16 034
Autres créances d'exploitation	71 393		71 393	65 080
VMP	727 511		727 511	971 103
Disponibilités	170 980		170 980	410 303
Comptes de régularisation				
Charges constatées d'avance	42 594		42 594	28 574
TOTAL (II)	1 383 792	14 066	1 369 726	1 605 232
Charges à répartir sur plusieurs	6 667		6 667	13 333
exercices (III)				
TOTAL GENERAL (I à II)	3 097 603	865 985	2 231 618	2 555 235

BILAN PASSIF avant répartition	Exercice N-1	Exercice N-2
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou individuel	80 000	80 000
Réserve légale	8 000	
Autres réserves	3 667	
Report à nouveau	65	-70 204
Résultat de l'exercice	555 740	478 602
Provisions réglementées	41 460	58 019
TOTAL (I)	688 932	546 417
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	41 784	15 333
TOTAL (II)	41 784	15 333
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	631 882	768 097
Emprunts et dettes financières divers	3 964	10 610
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	504 360	470 583
Dettes fiscales et sociales	282 023	744 195
Autres dettes diverses	78 673	
TOTAL (III)	1 500 902	1 993 485
TOTAL GENERAL (I à III)	2 231 618	2 555 235

Annexe 4- Comptes de produits et de charges

Produits	N-1	N-2
Produits d'exploitation		
Prestations de services	7 933 781	9 627 014
Autres produits d'exploitation	26 435	13 607
Montant net du chiffre d'affaires	7 960 216	9 640 621
Subvention d'exploitation	3 843	
Autres produits	28 699	7 485
Total I	7 992 758	9 648 106
Produits financiers		
Produits financiers	121 815	48 222
Produits nets sur cessions de VMP	15 000	
Total II	136 815	48 222
Produits non courants		
Sur opérations de gestion	140 402	43 468
Total III	140 402	43 468
Charges	N-1	N-2
Charges d'exploitation		
Achats	2 585 899	3 165 303
Variations des stocks	44 064	-35 242
Autres achats et charges externes	1 062 081	1 116 735
Impôts, taxes et versements assimilés	153 356	139 533
Charges de personnel	1 970 498	2 341 956
Dotations aux amortissements	259 644	378 558
Autres charges	1 356 484	1 636 786
Total I	7 432 026	8 743 629
Charges financières		
Intérêts et charges assimilées	167 472	129 211
Total II	167 472	129 211
Charges non courantes		
Sur opérations de gestion	83 415	81 872
Total III	83 415	81 872
Impôts sur les bénéfices	31 322	306 482
Solde créditeur= bénéfice	555 740	478 602
Total des charges (I+II+III)	8 269 975	9 739 796

Cas 2 : Société 2C

On vous communique les éléments suivants de la société "2C" au titre de l'exercice de référence clos le 31 décembre N.

Bilan (en mMGA)	
Actif immobilisé <i>(a)</i>	1.150
Autres actifs non courants (b)	50
Actifs courants	2.000
Total bilan	3.200
Capitaux propres	800
Dettes financières à + d'un an	700
Passifs courants (c)	1.700

Etat de résultat (en mMGA)		
Chiffre d'affaires	9.950	
Autres produits d'exploitation (d)	50	
Charges d'exploitation	(9.300)	
Charges financières (e)	(100)	
Charges exceptionnelles	(300)	
Impôt sur les bénéfices (f)	(90)	
Résultat net comptable (g)	210	

- (a) Dont immobilisations hors exploitation 150 mMGA pouvant être cédées à 200 mMGA (coûts de cession négligeables). La juste valeur des actifs immobilisés d'exploitation s'élève à 1.500 mMGA pour une valeur nette comptable de 1.000 mMGA et une dotation aux amortissements de 180 mMGA (durée de vie résiduelle estimée à 6 ans).
- (b) Il s'agit des frais préliminaires engagés depuis 2 ans et font l'objet d'une résorption sur 3 ans.
- (c) Dont 200 mMGA de concours bancaires courants.
- (d) Dont 20 mMGA se rapportent aux immobilisations hors exploitation.
- (e) Dont 20 mMGA relatives aux concours bancaires courants.
- (f) Taux d'impôt sur les sociétés (IS) : 30%
- (g) Il est attendu que la société ne distribuera pas de dividendes.
- (h) Les effets escomptés et non échus, non-inscrits au bilan, s'élèvent à 80 mMGA. Le besoin en fonds de roulement normatif est estimé à 425 mMGA.

Travail à faire :

A partir d'un taux sans risque (r) de 6% et d'un taux d'actualisation (t) de 10%,

- 1. Déterminez la valeur des capitaux propres (VCP) de la société "2C" selon l'approche patrimoniale (Patrimoine + Goodwill) en appliquant la méthode des anglo-saxons et en retenant un actif de référence équivalent aux capitaux permanents nécessaires à l'exploitation de l'exercice clos le 31 décembre N (CPNE).
- 2. Commenter la valeur de la société et la méthode CPNE